



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél : 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr
site : www.udcgt18.fr

BAYROU EN MAITRE DE GUERRE DANS LE DEPARTEMENT

COMMENT FAIRE ACCEPTER LES ARMEMENTS ET LES RECULS SOCIAUX ?

Le Premier Ministre est venu rencontrer le premier fournisseur de canon pour démontrer la suprématie guerrière de la France dans une Union Européenne orpheline du chaperonnage des forces US. Quelle misère d'entendre que la guerre serait partout et surtout à nos portes, que l'agresseur serait multilatéral et que seules les armes pourraient prévenir et nous consolider dans la paix.

Une vision aux antipodes de ce que porte la CGT dans le pays des droits de l'homme, dans un pays où le multiculturalisme, la tolérance sont ancrés dans nos gènes. D'ailleurs, notre salut et notre liberté viennent historiquement de ces hôtes maintenant devenus profondément indésirables. C'est l'histoire ancienne qui le dit et non les faits récents.

Nous avons rencontré son conseiller "économique, finances, industrie et numérique".

Nous sommes convenus du schéma de la discussion pour ne pas tomber dans un dialogue de sourds qui n'aurait convaincu personne. Donc le préambule était le suivant : "nous savons que vous pensez ; vous savez ce que nous pensons et ce que nous revendiquons. Nous sommes là pour vous exposer notre analyse et nos revendications," nous connaissons votre politique, les réponses sont dans les médias.

La CGT est opposée à l'économie de guerre. On ne fait pas la paix avec des armes.

Nous refusons ce discours guerrier et nous sommes contre les transferts de financements qui se feront au détriment des autres ministères déjà à l'os pour l'intérêt général.

Concernant la réunion entre le gouvernement et les financeurs privés, les banques et les fonds souverains, il nous a dit que ce serait le privé qui financerait les commandes publiques. C'est une supercherie et nous savons bien que, là aussi, les travailleurs et leurs familles seront saignés.

Le conseiller ne partage pas notre positionnement, nous ne partageons pas le sien.

Nous lui avons expliqué que les salariés des filières de l'aéronautique et de l'automobile voire du caoutchouc et du nucléaire sont aspirés par KNDS ou MBDA et la sous-traitance de l'armement.



Pendant ce temps, les salaires dans ces filières en difficultés stagnent et il y a un appauvrissement de la masse salariale.

L'idée d'un "plan d'épargne armement " et l'investissement massif du privé montre que nous rentrons durablement dans un processus de course à l'armement. L'épargne ne peut pas servir à faire la guerre, elle doit servir la réponse aux besoins des populations.

Le conseiller : "l'Europe doit s'autonomiser et augmenter sa production d'armement, privée comme d'Etat". **Avec des propos pareils et même si les capitalistes se tirent la bourre entre eux, le système économique en place a un bel avenir.**

Nous avons réaffirmé l'exigence de l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans et le retour de l'âge de départ à 60ans à taux plein.

Concernant, les discours et les phrases de Retailleau, de Darmanin et

du Premier ministre qui attisent les haines et divisent la société, nous lui avons rappelé que nous étions antiracistes et que nous nous battons pour le vivre ensemble.

Nous avons demandé que la voix ferme de la diplomatie française prenne le dessus pour faire cesser le génocide en territoire palestinien et dénoncer ouvertement les massacres de dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants par le gouvernement israélien largement soutenu par les USA.

Nous vivons dans une période anxiogène, qui fait peur avec les annonces de guerres partout qui rentre dans une stratégie du chaos.

Le conseiller : "ce sont des sujets très durs, je n'ai pas de vision sur la menace. Vous avez raison, il ne faut pas faire peur aux gens. J'ai des gens qui me disent aussi qu'ils ont peur. Peur de Poutine, peur de Trump".

Nous on regarde les conséquences d'une économie de guerre et les causes des conflits dans l'histoire et non, comme le fait le gouvernement, dans un temps court.



Nous avons dénoncé les conséquences des politiques sociales et sanitaires en évoquant le constat de la casse du modèle de santé dans notre département et les non réponses aux besoins, la politique du chiffre.

Réponse : "sur la santé, vous avez raison. Parlons des besoins, pas des chiffres".

Nous avons fini sur les travailleurs sans papier et la position inadmissible et intolérable du Préfet qui ne veut absolument pas s'en occuper depuis des années. Nous lui avons demandé que le Premier ministre intervienne ; Il a pris note, à suivre sans grand espoir.

Cette demande d'audience avec le Premier ministre n'avait pour but que de l'informer précisément de nos analyses, de poser nos revendications et principalement faire ce compte-rendu aux travailleurs.

La lutte continue.